

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 novembre 2021
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 67 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés**

**Conseil de sécurité
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 5 novembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Depuis le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et la tentative d'annexion de la Crimée en 2014, l'Assemblée générale a adopté neuf résolutions¹ dans lesquelles elle a confirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, qualifié sans ambiguïté la Russie de puissance occupante et prié instamment la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à son occupation temporaire du territoire ukrainien.

Selon la quatrième Convention de Genève (art. 27 à 34 et 47 à 78), ainsi que les dispositions du Protocole additionnel I et le droit international humanitaire coutumier, la puissance occupante n'acquiert pas la souveraineté sur le territoire et doit respecter les lois en vigueur dans le territoire occupé.

À cet égard, je voudrais attirer votre attention sur les élections à la Douma d'État de la Fédération de Russie qui se sont déroulées du 17 au 19 septembre 2021.

En violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, de la Charte des Nations Unies, du droit humanitaire international et des résolutions de l'Assemblée générale susmentionnées, la Fédération de Russie a organisé illégalement des élections sur le territoire de la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine), temporairement occupées. La Fédération de Russie a également contraint les citoyens ukrainiens des territoires temporairement occupés dans les régions de Donetsk et de Louhansk, munis de passeports russes délivrés illégalement, à participer à ces élections.

¹ Résolutions [68/262](#) (« Intégrité territoriale de l'Ukraine »), [71/205](#), [72/190](#), [73/263](#), [74/168](#), [75/192](#) (« Situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) »), [73/194](#), [74/17](#), [75/29](#) (« Problème de la militarisation de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol (Ukraine), ainsi que de certaines parties de la mer Noire et de la mer d'Azov ») de l'Assemblée générale.



Ces élections illégales organisées dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine), temporairement occupées, ont mené à l'« élection » des personnes suivantes à la Douma d'État de la Fédération de Russie.

1. Aleksei Cherniak (né le 27 août 1973, à Alma-Ata, République socialiste soviétique du Kazakhstan). Représentant de l'administration d'occupation russe en Crimée. Membre du parti au pouvoir « Russie unie ». Auparavant, soi-disant « Président du comité du Conseil d'État de la République de Crimée sur les sanatoriums, les stations balnéaires et le tourisme ».

2. Konstantin Bakharev (né le 20 octobre 1972, à Simferopol, région de Crimée, République socialiste soviétique d'Ukraine). Élu en 2016 à la Douma d'État de la Fédération de Russie, dans la prétendue « circonscription de Kerch » ; réélu en 2021.

3. Leonid Babashov (né le 31 janvier 1966, à Petrovka, région de Crimée, République socialiste soviétique d'Ukraine). Représentant de l'administration d'occupation russe en Crimée. Membre du parti au pouvoir « Russie unie » (a participé aux élections en tant que candidat autodésigné). Auparavant, soi-disant « Président du comité du Conseil d'État de la République de Crimée sur la construction, le logement et les services communaux ».

4. Tatiana Lobach (née le 8 janvier 1974, à Khmelnytskyi, République socialiste soviétique d'Ukraine). Représentante de l'administration d'occupation russe en Crimée. Membre du parti au pouvoir « Russie unie ». Auparavant, soi-disant « députée de l'Assemblée législative de la ville de Sébastopol ».

L'Ukraine part du principe que le Secrétariat et les autres organes et organismes des Nations Unies respecteront strictement le droit international et les résolutions de l'Assemblée générale mentionnées ci-dessus en ce qui concerne l'association de ces personnes avec les autorités d'occupation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya